

MOUVEMENT ANTIGUERRE :

trois questions décisives

JEAN-LOUIS MICHEL

TOUT au long du mois d'octobre, les mobilisations de masse ont déferlé sur les principales capitales de l'Europe capitaliste, contre les risques de guerre qui découlent de la relance de la course aux armements. Elles constituent un événement de toute première importance. Plusieurs millions de jeunes et de travailleurs sont prêts au combat contre le cours agressif de la politique impérialiste. Les cercles dirigeants de Washington ont dû en convenir : Haig, à Berlin en septembre, avait attaqué grossièrement le mouvement antiguerre, son collègue ouest-allemand, Weinberger, au lendemain des manifestations des 24 et 25 octobre, devait baisser le ton devant l'ampleur du « péril » pacifiste : « *Il faudra en tenir compte...* »

Ce mouvement, par son ampleur, par sa détermination, par les centaines de milliers de jeunes qu'il mobilise, est amené à se poser les problèmes essentiels d'orientation qu'il faut désormais résoudre pour aller plus loin, beaucoup plus loin. De la réponse qui sera en effet donnée à ces questions dépend en partie l'avenir du mouvement antiguerre comme élément décisif du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous voulons contribuer à ce débat nécessaire avant les prochaines échéances, en souhaitant que l'ensemble des organisations ouvrières y participent avec le souci de renforcer l'unité du mouvement de masse sur des bases clairement anticapitalistes. C'est l'une des conditions essentielles pour que le mouvement prenne, en France, une ampleur comparable à ce qu'on a connu dans les pays voisins.

C'est incontestablement l'impérialisme nord-américain qui a pris l'initiative de la phase actuelle de relance de la course aux armements. Depuis 1945, le scénario est presque toujours le même : on assiste dans un premier temps à un pilonnage de la propagande occidentale pour accréditer l'idée d'une supériorité soviétique dans tel ou tel secteur des moyens militaires pour justifier *a priori* l'effort de guerre des principales citadelles impérialistes.

Dans les années cinquante, les cercles bourgeois agitaient la menace du « nombre d'hommes de l'Armée rouge ». Puis, après le vol du premier Spoutnik, le thème de l'avance de l'URSS dans le domaine intercontinental fut monté en épingle. Aujourd'hui, nous sommes confrontés depuis deux ou trois ans à une opération savamment orchestrée autour du déploiement des fusées soviétiques à moyenne portée, les SS-20.

Qui a relancé la course aux armements ?

Mais si la méthode employée à l'Ouest pour justifier l'effort de préparation à la guerre est toujours la même, les ressorts de la course aux armements aux Etats-Unis sont beaucoup plus puissants que dans les années cinquante ou soixante. Il faut en conclure que jamais la menace n'a été aussi présente et dangereuse. Pourquoi ?

Au niveau économique, la tendance à la militarisation de l'écono-

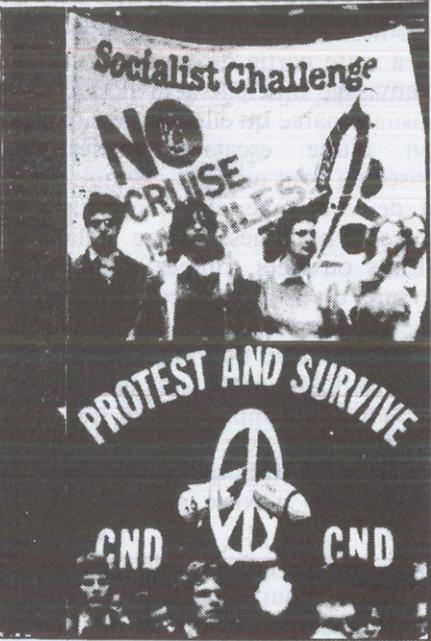
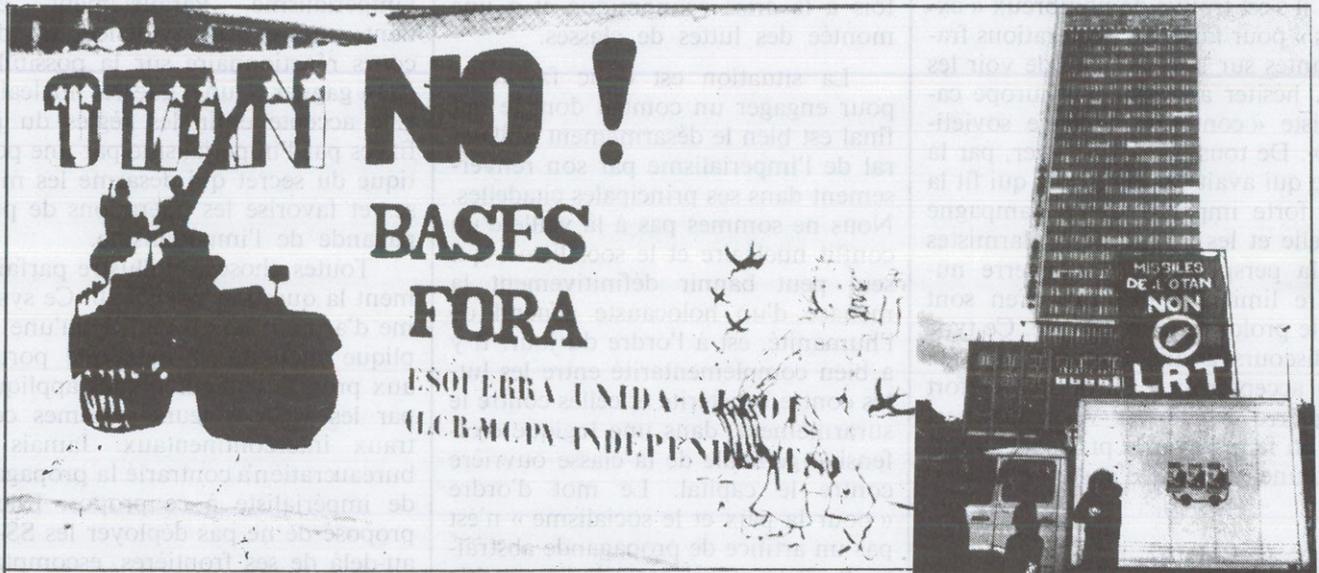
mie que recèle le capitalisme est encore accentuée par la crise qui aiguise toutes les contradictions, y compris interimpérialistes entre les USA et les pays d'Europe de l'Ouest. Cela motive un effort sans précédent des Etats-Unis pour rétablir leur leadership. L'énorme effort budgétaire engagé par Carter est porté par Reagan à un niveau ahurissant pour les cinq années qui viennent.

Sur le plan politique, l'élection de Reagan a pris la signification d'une revanche sur l'humiliation vécue par les cercles impérialistes dans la foulée de leur défaite en Indochine. Washington entend arrêter l'effritement de ses positions (Amérique centrale, Iran, etc.) et prendre l'offensive par un cours belliqueux et interventionniste. Les déclarations de l'état-major de Reagan, ses provocations en Méditerranée (face à la Libye cet été, après la mort de Sadate récemment), son intervention directe au Salvador l'attestent suffisamment. Il y a donc une volonté politique impérialiste de rétablir par la force les positions perdues sous la poussée des luttes des travailleurs et des peuples opprimés.

C'est Washington qui a décidé la production de nouveaux arsenaux de terreur (missiles intercontinentaux MX, bombardiers stratégiques, missiles de croisière, bombes à neutrons, sous-marins, augmentation de 50 % de la flotte de guerre, etc.). Quel que soit le bruit fait autour des SS-20, tout cela ne peut pas être présenté comme la conséquence du déploiement d'un système d'armes à moyenne portée par la bureaucratie soviétique. Toute tentative pour établir un parallèle entre l'Ouest et l'Est sur cette base est un mensonge grossier. Charles Hernu, par exemple, qui ne peut être suspecté de sympathie à l'égard de Moscou, constatait il y a moins d'un an que « *l'URSS avait une génération de retard pour la plupart des systèmes d'armes sur les USA* ».

Sommes-nous à la veille d'un conflit nucléaire en Europe ?

Lorsque l'OTAN, en décembre 1979, prit la décision de déployer en Europe les missiles de croisière et les



De haut en bas et de gauche à droite : une fresque murale anti-OTAN de la LCR de l'Etat espagnol ; la LRT belge lors de la manifestation du 25 octobre à Bruxelles ; des affiches de l'IKB des Pays-Bas réclamant des emplois, pas des bombes ; le cortège de la LCR et des JCR le 25 octobre à Paris ; les JCR de Catalogne contre la barbarie nucléaire et l'OTAN ; le cortège de Socialist Challenge (organe de l'IMG de Grande-Bretagne) lors d'une manifestation de la « Campaign for national disarmement ». (DR)

fusées Pershing de la seconde génération, il s'est trouvé de nombreux « experts » pour faire des déclarations fracassantes sur la possibilité de voir les USA hésiter à défendre l'Europe capitaliste « contre la menace soviétique ». De tous, c'est Kissinger, par la place qui avait été la sienne, qui fit la plus forte impression. La campagne actuelle et les déclarations alarmistes sur la perspective d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe n'en sont que le prolongement logique. Ce type de discours a une fonction unique : faire accepter aux Européens l'effort de guerre décidé par Washington et leur en faire payer le prix sous la forme d'une politique d'austérité généralisée.

La variante française de ce discours prend appui sur les déclarations américaines pour justifier l'effort budgétaire à des fins militaires au nom de « l'indépendance nationale ». Le résultat est strictement identique : dans tous les cas, il s'agit de rogner sur les dépenses publiques de santé ou d'éducation au profit des dépenses militaires. Il ne faut donc pas être dupe de toutes ces déclarations alarmistes car, si elles suscitent, dans un premier temps, une réaction d'hostilité, elles pourraient à la longue semer la démoralisation parmi les masses promises à une mort nucléaire quasi certaine.

En vérité, l'Europe de l'Ouest est un enjeu politique et économique par trop important pour l'impérialisme pour qu'il dissocie son sort du sien. L'hypothèse d'une guerre nucléaire limitée à cette partie du monde, comme l'envisage officiellement l'OTAN, est absurde parce qu'elle repose sur la fiction d'une escalade nucléaire maîtrisée de bout en bout ; ce qui, du point de vue impérialiste, revient à envisager l'hypothèse d'une défaite des Etats ouvriers frappés mortellement sans qu'ils aient recours à l'arsenal intercontinental contre les USA. Les stratèges du Pentagone affichent ainsi leurs intentions belliqueuses et admettent implicitement que le déséquilibre des potentiels militaires en faveur de l'URSS, qu'ils dénoncent à grand bruit, n'existe pas.

Mais l'impérialisme n'a pas les mains libres. Pour déclencher un pareil holocauste nucléaire, il lui faut infliger préventivement une défaite majeure aux masses occidentales. Rien de tel n'est à l'ordre du jour, bien au contraire. Le mouvement antiguerre déferle en Europe et prend son essor aux Etats-Unis au moment

où l'impérialisme est confronté à la fois à la crise économique et à une montée des luttes de classes.

La situation est donc favorable pour engager un combat dont le but final est bien le désarmement unilatéral de l'impérialisme par son renversement dans ses principales citadelles. Nous ne sommes pas à la veille d'un conflit nucléaire et le socialisme, qui seul peut bannir définitivement la menace d'un holocauste général de l'humanité, est à l'ordre du jour. Il y a bien complémentarité entre les luttes contre l'austérité et celles contre le surarmement, dans une logique d'offensive générale de la classe ouvrière contre le capital. Le mot d'ordre « pour la paix et le socialisme » n'est pas un artifice de propagande abstraite. Il est le complément indispensable des objectifs immédiats que se donne le mouvement antiguerre et synthétise clairement la dynamique anticapitaliste de ces mobilisations ; en France, particulièrement, où le Mouvement de la paix et le PCF mobilisent pour la paix en se gardant bien d'évoquer la garantie ultime que constitue le combat pour le socialisme.

Comment apprécier la politique de la bureaucratie soviétique ?

Il ne se trouve plus aucune force en Europe occidentale, y compris les partis communistes, pour prétendre que la politique de l'URSS n'est guidée que par les seules nécessités de la lutte contre l'impérialisme. Il est difficilement contestable que les forces conventionnelles soviétiques menacent tout autant, si ce n'est plus, les développements de la révolution politique en Europe occidentale que l'Europe capitaliste. A l'échelle internationale, la bureaucratie continue de s'accrocher à la perspective d'un retour à la négociation bilatérale avec l'impérialisme comme une garantie contre toute modification en sa défaveur du statu quo international.

Par-dessus tout, elle craint une montée de masse à l'Ouest comme à l'Est, qui remettrait en cause sa dictature bureaucratique. Elle préfère faire payer aux travailleurs de l'Est le prix exorbitant d'une participation à la course aux armements plutôt que de

mobiliser les masses pour désarmer l'impérialisme. Parallèlement, elle tient, contre toute évidence, un discours réactionnaire sur la possibilité de « gagner » une guerre nucléaire. Elle accepte enfin les règles du jeu fixées par l'impérialisme par une politique du secret qui désarme les masses et favorise les opérations de propagande de l'impérialisme.

Toutes choses qu'illustre parfaitement la question des SS-20. Ce système d'arme n'est en réalité qu'une réplique modeste, à moyenne portée, aux progrès technologiques appliqués par les USA à leurs systèmes centraux intercontinentaux. Jamais la bureaucratie n'a contrarié la propagande impérialiste à ce propos. Elle a proposé de ne pas déployer les SS-20 au-delà de ses frontières, escomptant revenir par ce biais à un cadre stable de négociation Est-Ouest du type Salt. L'impérialisme en profite désormais pour exiger le démantèlement, et non plus seulement le retrait d'Europe orientale, des SS-20... Washington espère ainsi avoir les mains libres, sous ce prétexte, pour renforcer et moderniser son arsenal en Europe (Cruise et Pershing notamment). La politique de la bureaucratie soviétique est doublement condamnable : du point de vue de la défense des Etats ouvriers face à l'impérialisme, et du point de vue des ravages que provoque cette politique parmi les masses, particulièrement en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

Mais cette condamnation et l'obstacle que représente la bureaucratie pour le développement d'un vaste mouvement de masse consciemment anticapitaliste pour le désarmement de l'impérialisme ne doivent pas conduire à perdre de vue les enjeux centraux de la lutte des classes qui se relient, y compris de manière déformée, dans les rapports Est-Ouest. Personne ne peut nier que, si l'impérialisme n'a pas eu recours à l'arme nucléaire durant les trente dernières années, c'est aussi parce que l'URSS possédait un arsenal nucléaire, certes moins performant que celui des Occidentaux, mais suffisamment substantiel pour les dissuader de mettre le feu aux poudres. C'est pour cette raison essentielle que nous avons reconnu, en 1949, le droit à l'URSS, puis en 1964 à la Chine, de se doter de moyens de défense nucléaires. C'est aussi la raison qui nous amène à refuser aujourd'hui le parallèle trompeur entre les SS-20 et les nouveaux missiles US, même si nous pensons que d'autres choix politiques étaient possibles pour l'URSS en matière d'orientation militaire.